

hSoue

Monsieur LABORIE André
N° 2 rue de la forge
31650 Saint Orens.
« Courrier transfert »
Tél : 06-50-51-75-39
Mail : laboriandr@yahoo.fr

Le 21 février 2020

- <http://www.lamafiajudiciaire.org>

PS : « Suite à la violation de notre domicile par voie de fait, de notre propriété, en date du 27 mars 2008 » **Et dans l'attente de l'expulsion des occupants, le transfert du courrier est effectué. Soit le domicile a été violé le 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent, toujours occupé sans droit ni titre par Monsieur REVENU et Madame HACOUT) ».**

Monsieur, Madame le Président
Tribunal judiciaire.
Greffes des référés
2 allées Jules Guesde
31000 Toulouse.

COURRIER - ARRIVEE

21 FEV. 2020

SAUJ - TJ TOULOUSE

ENRÔLEMENT PROCEDURE POUR L'AUDIENCE DES REFERES

DU 10 MARS 2020 A 8H30.

Monsieur, Madame le Président,

Veillez trouver ci-joint **les trois assignations** délivrées aux parties suivantes :

- A Maître MARTINS-MONTEILLET Frédéric Avocat au Barreau de Toulouse, 12 BIS Rue de la Sainte-Famille, 31200 Toulouse.
- A Monsieur le Bâtonnier représentant de l'ordre des avocats de Toulouse Ordre des avocat 13 rue des fleurs 31000 TOULOUSE. « **Pour avis** »
- A Monsieur le Procureur de la République représenté par son substitut demeurant en ses fonctions au T.G.I de Toulouse 2 allée Jules Guesde 31000 Toulouse. « **Pour avis** »

Et toutes les pièces jointes reprises en son bordereau.

I / La gravité des faits :

- Ordonnance du 19 novembre 2019.
- Requête en omission de statuer du 6 décembre 2019.

- Enregistrement en date du 24-12-2019 plainte au C.S.M
- Rappel à Monsieur le Président du T.G.I le 20 janvier 2020
- Ordonnance du 20 décembre 2019. « Plus acte d'appel »

II / Titre justifiant la propriété de Monsieur LABORIE André, « un des propriétaires »

- Titre de propriété en date du 16 février 1982
- Ordonnance de Monsieur le Premier Président près la cour d'appel de Toulouse rendue le **25 novembre 2019 N° RG 19/00402** reconnaissant de ma propriété toujours établie au N° 2 rue de la Forge où je demande l'expulsion des occupants pour trouble à l'ordre public, le juge des référés se refuse de statuer en faisant usage d'actes qui n'existent plus. « **Raison de la plainte au C.S.M** »
- Ordonnance du Vice-Président du T.G.I de Toulouse rendue en date du 13 décembre 2019 reprenant que l'immeuble situé au N° 2 rue de la forge 31650 à St Orens constitue mon patrimoine dont je suis un des propriétaires et qui reprend les termes de l'ordonnance de Monsieur le Premier Président en son ordonnance du 25 novembre 2019.

III / Absence de signification du jugement d'adjudication :

- Confirmé par la SCP d'huissier RAYMON- LINEA en son courrier du 9 mars 2007.
- Confirmé par la grosse du jugement d'adjudication obtenue par la fraude le 27 février 2007 justifiant que le 15 et 22 février 2007 le jugement d'adjudication ne pouvait être signifié. « **Articles 502, 503 du NCPC et 716 de l'ACPC** »
- Confirmé encore une fois que le 15 février 2007 le jugement d'adjudication ne pouvait être signifié en sa grosse à Monsieur LABORIE André au N° 2 rue de la forge 31650 St Orens car ce dernier était incarcéré à la maison d'arrêt de SEYSSES et comme en atteste le courrier de l'huissier du 9 mars 2007.

IV / Les procédures pénales en cours indépendantes.

- Citation correctionnelle de la SCP Avocat MERCIE et autres et SCP DUSAN-BOURRASSET justifiant de la fraude de la procédure de saisie et mise en exécution.
- Citation de Maître GOURBAL Philipe et de Maître Frédéric MONTEILLET Avocats, justifiant les faits poursuivis causant un réel trouble à l'ordre public.

V / Les différentes inscriptions de faux en principal « Actes déjà consommés »

N° I / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre un jugement de subrogation rendu le 29 juin 2006 N° enregistrement : 08/00026 au greffe du T.G.I de Toulouse le 08 juillet 2008.

N° II / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre une ordonnance rendu le 1^{er} juin 2007 N° enregistrement : 08/00028 au greffe du T.G.I de Toulouse le 16 juillet 2008.

N° III / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre deux actes notariés du 5 avril 2007 et du 6 juin 2007 N° enregistrement : 08/00027 au greffe du T.G.I de Toulouse le 8 juillet 2008.

N° IV / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre tous les actes effectués par la SCP GARRIGUES et BALUTEAUD huissiers de justice N° enregistrement : 08/00029 au greffe du T.G.I de Toulouse le 23 juillet 2008.

N° V / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre un acte notariés du 22 septembre 2009 N° enregistrement : 22/2010 au greffe du T.G.I de Toulouse le 9 août 2010.

N° VI / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre différentes ordonnances de référés en matière de mesures provisoires N° enregistrement : 12/00020 au greffe du T.G.I de Toulouse le 2 mai 2012.

N° VII / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels dans différents dossiers et contre différents jugements rendus par le juge de l'exécution N° enregistrement : 12/00023 au greffe du T.G.I de Toulouse le 30 mai 2012.

N° VIII / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre plusieurs arrêts rendus par la cour d'appel de Toulouse. N° enregistrement : 12/00022 au greffe du T.G.I de Toulouse le 30 mai 2012.

N° IX / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre différentes publications effectuées à la conservation des hypothèques de Toulouse, N° enregistrement N° 12/00029 au greffe du T.G.I de Toulouse le 25 juillet 2012.

N° X / Procès-verbal d'inscription de faux intellectuels contre un jugement rendu par le juge de l'exécution le 3 octobre 2012, par Madame ELIAS - PANTALE au T.G.I de Toulouse, enregistré sous le N° 12/00038 au greffe du T.G.I de Toulouse le 31 octobre 2012.

N° XI / Procès-verbal enregistrant une inscription de faux intellectuels contre une décision du 1er octobre 2012 rendue par la préfecture de la HG et contre une ordonnance du 15 mars 2013 rendue par le tribunal administratif de Toulouse, enregistré sous le N° 13/00025 au greffe du T.G.I de Toulouse le 7 mai 2013.

N° XII / Procès-verbal d'inscription de faux en écritures publiques, faux en principal contre: Un acte notarié en date du 5 juin 2013 effectué par Société Civile Professionnelle dénommée "Michel DAGOT, Jean-Michel MALBOSC-DAGOT et Olivier MALBOSC-DAGOT & Maître Noël CHARRAS Notaires à Toulouse ; enregistré sous le N° 13/00053 au greffe du T.G.I de Toulouse le 30 octobre 2013.

N° XIII / Publication à la conservation des hypothèque de l'inscription de faux contre l'acte notarié du 5 juin 2013.

PS :

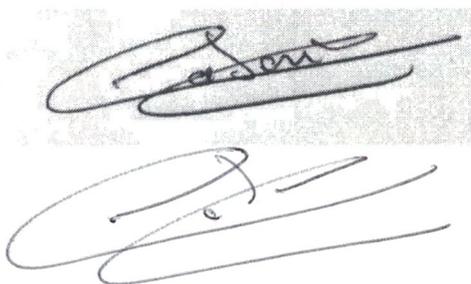
Vous retrouverez la procédure sur mon site destiné à toutes les autorités judiciaires et administratives, <http://www.lamafiajudiciaire.org>

- Ce site existe depuis plus de 12 années pour parfaire à la manifestation de la vérité ou vous pouvez consulter les pièces et les imprimer à votre convenance **au lien suivant** :

<http://www.lamafiajudiciaire.org/2008/Restucture%20site/REFERE%20MONTEILLET%20020/Assi%20refere%20MONTEILLET.htm>

Dans cette attente, je vous prie de croire Monsieur, Madame le Président à mes respectueuses salutations.

Monsieur LABORIE André



COURRIER - ARRIVEE

21 FEV. 2020

SAJJ - TJ TOULOUSE

1
procureur
EXPEDITION

Jean-pierre LAMARQUE
Sophie DELPECH
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS
21, Allée du Val d'Aran
31770 COLOMIERS
Tél. 05 61 78 80 90
Fax 05 61 78 65 35

ASSIGNATION

Par devant le Tribunal Judiciaire.

N° 2 allée Jules Guesdes.

31000 Toulouse

MESURES D'URGENCES EN REFERE

Article 808 et 809 du code de procédure civile.

Article 5-1 du code de procédure pénale / De l'action publique à l'action civile.

Articles 6 & 6-1 de la CEDH

COURRIER - ARRIVEE

21 FEV. 2020

SAJJ - TJ TOULOUSE

CESSATION D'UN TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE : **QUATORZE FEVRIER**

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur LABORIE André né le 20 mai 1956 à Toulouse de nationalité française, retraité et demandeur d'emploi, N°2 rue de la forge 31650 Saint Orens « Courrier transfert à l'adresse au CCAS de Saint Orens N° 2 rue ROSA PARC 31650 Saint Orens : **article 51 de la loi N°2007 du 5 mars 2007 décret N°2007 et 2007-1124 du 20 juillet 2007 relatifs à la domiciliation des personnes sans domicile stable.**

- **PS :** « Et suite à la violation par voies de faits de notre domicile, de notre propriété le 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent et toujours occupé sans droit ni titre par Monsieur REVENU et Madame HACOUT par usage de faux) ».

NOUS, HUISSIERS DE JUSTICE,

Nous, Société Civile Professionnelle, J.-P. LAMARQUE
S. DELPECH, Titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice
à la Résidence de Colomiers (Haute-Garonne) y demeurant,
21, Allée du Val d'Aran,

L'Un d'Eux soussigné.

AVONS DONNE ASSIGNATION A :

1102/11/17
EXPEDITION

Jean-pierre LAMARQUE
Sophie DELPECH
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS
21, Allée du Val d'Aran
31770 COLOMIERS
Tél. 05 61 78 80 90
Fax 05 61 78 65 35

ASSIGNATION

Par devant le Tribunal Judiciaire.

N° 2 allée Jules Guesdes.

31000 Toulouse

MESURES D'URGENCES EN REFERE

Article 808 et 809 du code de procédure civile.

Article 5-1 du code de procédure pénale / De l'action publique à l'action civile.

Articles 6 & 6-1 de la CEDH

COURRIER - ARRIVEE

21 FEV. 2020

SAUJ - TJ TOULOUSE

CESSATION D'UN TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE : **QUATORZE FEVRIER**

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur LABORIE André né le 20 mai 1956 à Toulouse de nationalité française, retraité et demandeur d'emploi, N°2 rue de la forge 31650 Saint Orens « Courrier transfert à l'adresse au CCAS de Saint Orens N° 2 rue ROSA PARC 31650 Saint Orens : *article 51 de la loi N°2007 du 5 mars 2007 décret N°2007 et 2007-1124 du 20 juillet 2007 relatifs à la domiciliation des personnes sans domicile stable.*

- **PS :** « *Et suite à la violation par voies de faits de notre domicile, de notre propriété le 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent et toujours occupé sans droit ni titre par Monsieur REVENU et Madame HACOUT par usage de faux)* ».

NOUS, HUISSIERS DE JUSTICE,

Nous, Société Civile Professionnelle, J.-P. LAMARQUE
S. DELPECH, Titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice
à la Résidence de Colomiers (Haute-Garonne) y demeurant,
21, Allée du Val d'Aran,

L'Un d'Eux soussigné,

AVONS DONNE ASSIGNATION A :

Balouin

EXPEDITION

Jean-pierre LAMARQUE
Sophie DELPECH
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS
21, Allée du Val d'Aran
31770 COLOMIERS
Tél. 05 61 78 80 90
Fax 05 61 78 65 35

ASSIGNATION

Par devant le Tribunal Judiciaire.

N° 2 allée Jules Guesdes.

31000 Toulouse

MESURES D'URGENCES EN REFERE

Article 808 et 809 du code de procédure civile.

Article 5-1 du code de procédure pénale / De l'action publique à l'action civile.

Articles 6 & 6-1 de la CEDH

COURRIER - ARRIVEE

21 FEV. 2020

SAUJ - TJ TOULOUSE

CESSATION D'UN TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE : dix sept FEVRIER

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur LABORIE André né le 20 mai 1956 à Toulouse de nationalité française, retraité et demandeur d'emploi, N°2 rue de la forge 31650 Saint Orens « Courrier transfert à l'adresse au CCAS de Saint Orens N° 2 rue ROSA PARC 31650 Saint Orens : *article 51 de la loi N°2007 du 5 mars 2007 décret N°2007 et 2007-1124 du 20 juillet 2007 relatifs à la domiciliation des personnes sans domicile stable.*

- **PS :** « *Et suite à la violation par voies de faits de notre domicile, de notre propriété le 27 mars 2008 par Monsieur TEULE Laurent et toujours occupé sans droit ni titre par Monsieur REVENU et Madame HACOUT par usage de faux)* ».

NOUS, HUISSIERS DE JUSTICE,

Nous, Société Civile Professionnelle, J.-P. LAMARQUE
S. DELPECH, Titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice
à la Résidence de Colomiers (Haute-Garonne) y demeurant,
21, Allée du Val d'Aran,

L'Un d'Eux soussigné,

AVONS DONNE ASSIGNATION A :